

Que peuvent les politiques scolaires face aux inégalités sociales ?

Article pour illustrer la problématique de l'Etat-providence dans la contribution à la cohésion sociale en classe de Première, les thèmes de la mobilité et de la justice sociale en classe de Terminale.

Le rapport Equality of educational opportunity, ou « rapport Coleman » (1966) est souvent interprété comme une démonstration de relative impuissance des politiques scolaires : **le milieu social et familial influencerait plus sur les trajectoires des élèves que l'allocation des ressources publiques. Les effets limités des Zones d'éducation prioritaire (ZEP) semble aller dans le même sens. Mais que seraient devenus ces élèves défavorisés sans ces ressources supplémentaires ? Si l'impact des politiques publiques est absent lorsque les ressources sont limitées, qu'en est-il lorsque celles-ci sont importantes ?**

Selon la recherche actuelle, **la taille des classes améliore les apprentissages surtout pour les élèves défavorisés. Des changements de dépenses locales par élève peuvent avoir des effets massifs** non seulement sur les carrières scolaires des élèves de milieu défavorisé, et sur leurs taux d'emploi et de pauvreté à l'âge adulte (Jackson, Johnson et Persico, 2014).

Illustration :

L. Behaghel, Cl. de Chaisemartin et M. Gurgand ont analysé les effets des dispositifs des internats d'excellence dont celui de Sourduin : le régime de l'internat vise à promouvoir la réussite d'élèves motivés qui ne bénéficient pas d'un environnement social ou familial favorable pour développer leur potentiel (budget par élève quasiment doublé avec effectifs réduits, cadre - discipline, disponibilité des enseignants, heures d'études - a priori plus propice).

Trois conclusions peuvent être tirées de cette étude :

1. Les forts **effets positifs de l'internat sur les apprentissages** se manifestent **seulement deux ans après l'admission** et restent concentrés **sur les élèves dont le niveau scolaire était le plus élevé avant l'entrée à Sourduin**.
2. L'internat d'excellence a un **très fort impact sur les carrières scolaires dans le secondaire** : la probabilité d'obtenir un bac général augmente de 45%, celle d'obtenir une mention s'accroît de 64%. Ces effets sont valides **pour tous les élèves** admis à Sourduin.
3. L'étude sur « le devenir de ces élèves dans le supérieur », puis sur le marché du travail montre qu'un dispositif ciblé, permet de **transformer radicalement les carrières scolaires d'élèves d'origine modeste, après l'obtention du baccalauréat**. Si les politiques scolaires permettent de réduire les inégalités, cette évaluation ne permet toutefois **pas d'extrapoler les résultats** avec des élèves de niveau inférieur ou moins motivés.

Ainsi, en luttant contre l'exclusion à travers le financement de services collectifs, l'Etat-providence favorise la cohésion et la justice sociales. Le rôle de l'école est ainsi fondamental dans la transmission du capital culturel, facilitant la mobilité sociale.

L'action des pouvoirs publics s'exerçant cependant sous contrainte, les mesures mises en place se doivent d'être ciblées.

Programme de la classe de Première :

Questionnement	Notion	Indications complémentaires
Comment l'Etat-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?	Solidarité	On montrera comment l'État social contribue, à travers la définition de droits sociaux et la mobilisation d'instruments divers, à favoriser la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et les discriminations.

Programme de la classe de Terminale :

Questionnement	Notion	Indications complémentaires
Comment rendre compte de la mobilité sociale ?	Mobilité intergénérationnelle, Capital culturel	On étudiera différents déterminants de la mobilité et de la reproduction sociale : l'évolution de la structure socioprofessionnelle, le rôle de l'école et de la famille.
Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?	Egalité, Services collectifs	On analysera les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale : fiscalité, redistribution et protection sociale, services collectifs , mesures de lutte contre les discriminations. On montrera que l'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte et qu'elle fait l'objet de débats quant à son efficacité : risques de désincitation et d'effets pervers.